

Intervention de Maurice Cukierman au nom de l'URCF à la réunion des Partis Communistes d'Europe
Bruxelles 1et 2 octobre 2012

Chers camarades,

J'adresse le salut des communistes de France de l'URCF, aux Partis frères ici présents, et les remerciements de notre organisation aux camarades grecs du KKE pour l'organisation de cette conférence des Partis communistes européens.

Le sujet qui nous **réunit**, « *le rôle des Partis Communistes et ouvriers : assimilation ou rupture avec le système capitaliste* », est d'une actualité brûlante au regard de deux réalités qui se conjuguent : la victoire temporaire de la contre-révolution en Union Soviétique et les pays socialistes d'Europe, et l'aggravation considérable de la crise générale du capitalisme à son stade ultime de développement, l'impérialisme. La liaison entre les deux est simple à faire : la crise, tout le monde le reconnaît - même nos adversaires -, est structurelle et non conjoncturelle, elle exprime l'épuisement historique du système capitaliste, incapable de surmonter les contradictions qui l'assaillent. Par conséquent, ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est le renversement de ce système qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur la gestion anarchique des forces productives et des matières premières et dont la soif inextinguible de profit condamne des milliards de femmes et d'hommes à la misère la plus sordide, à la faim, à la maladie, au chômage, à l'analphabétisme, tandis que les conditions d'existence générales (la crise écologique) sont remises en cause, que la criminalité devient source permanente d'accumulation de capitaux, et que les dangers d'une nouvelle confrontation mondiale entre impérialismes rivaux se fait jour sur fond de conquêtes néocoloniales des marchés et des matières premières. Le renversement du capitalisme n'offre pas d'autre alternative que l'édification d'une société socialiste vers le communisme.

C'est justement là que la première des réalités que j'ai évoquée se fait sentir : la défaite a apporté la confusion dans les masses, elle a semé le doute sur la possibilité d'en finir avec la domination du Capital, y compris dans la classe ouvrière sur son rôle historique, et a révélé le degré de corruption idéologique et politique qui rongait le mouvement communiste international, quand des partis entiers ont capitulé devant l'adversaire ou sont purement et simplement passés de l'autre côté de la barricade, aggravant la confusion. Cela a engendré la passivité politique, le relativisme, renforçant temporairement les courants réformistes. Il faut cependant souligner que dans certains pays la crise du mouvement révolutionnaire remontait à avant la défaite. En France, l'eurocommunisme avait fortement ébranlé le prolétariat, et la politique de soutien à François Mitterrand, dans le cadre de l'Union de la gauche, avait largement contribué au discrédit du PCF, et à obscurcir les perspectives réelles. A la fin du siècle et au début de celui-ci, la nouvelle participation au gouvernement dit de la « gauche plurielle » convergeant avec la liquidation du parti conduite par Robert Hue devait parachever la destruction du courant révolutionnaire dans notre pays.

Dans ce contexte, l'aggravation de la crise est marquée à la fois par une certaine radicalisation, mais aussi par la résignation et le fatalisme, par la recherche du moindre mal, de l'aménagement. Plus que jamais se fait sentir la nécessité d'un parti communiste capable d'orienter les luttes dans la bonne direction, et de combattre l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes et de démasquer les faux semblant et les impasses. Nous sommes confrontés d'autre part à la puissance des moyens dont disposent nos adversaires qui surfent sur les illusions qui naissent dans les masses et qui sont entretenues par les courants révisionnistes et opportunistes qui caractérisent par exemple le PGE sur notre continent et ses composantes nationales comme le Front de gauche en France, le Bloc des gauches, Syriza, etc...

Le Front de Gauche est composé essentiellement du PCF et du Parti de Gauche, parti composé d'anciens membres du PS et d'éléments opportunistes qui se sont agrégés à lui. Lors des élections présidentielles et législatives, l'URCF a refusé de soutenir cette coalition, pour les raisons que je

vais évoquer. Mais avant je voudrais insister sur le fait que nous avons refusé de prendre en compte l'argument confusionniste consistant à se positionner non sur le fond des positions du FG, (concrètement est-ce que ce rassemblement peut faire avancer la cause du socialisme et de la révolution ?), mais sur la forme : il y a du monde dans ses manifestations !

Tout d'abord, nous dénonçons cette référence à « la Gauche », qui permet d'évacuer toute référence de classe et vise à redonner au Parti Socialiste une crédibilité qu'il a perdue nonobstant le fait qu'il a remporté les élections. Le Parti socialiste n'est que l'aile gauche des partis liés au capital financier, chargée de capter certaines aspirations des masses populaires. Il est un obstacle majeur à la progression de la conscience de classe révolutionnaire, et le recours de la bourgeoisie quand les partis réactionnaires sont trop en échec, pour gérer les affaires du grand Capital. Le Front de Gauche partage d'ailleurs avec lui l'idée que les causes de la crise seraient conjoncturelles, et liées à la dette, aux politiques néo-libérales, bref à tout sauf au régime capitaliste lui-même.

Fondamentalement, ce programme est un programme au mieux pour faire rêver les dirigeants petits bourgeois qui dirigent ce Front de gauche. Pas une fois n'est mise en avant la nécessité de renverser le capitalisme, de s'affronter au Capital. Demain, on rase gratis ! Pas question de toucher à la propriété des moyens de production et d'échange ; on partagera simplement mieux la richesse grâce à une réforme de l'impôt ! Et avec ça on nous promet la réindustrialisation du pays, la lutte contre le chômage, l'augmentation des salaires, et la défense de l'environnement... et de régler le problème de la dette (dont la réalité et la légitimité n'est pas mise en cause sur le fond) en ne payant ... que ce que l'on doit. Concrètement, nous payerons la dette que le Capital a créée pour accentuer son financement public, mais en demandant à l'oligarchie financière une petite pièce et en réformant la Banque centrale européenne pour qu'elle devienne ... le Mont de Piété ou presque ! Ecrasé M. Dühring, immortalisé par Engels comme l'expression même du philistin à prétention socialiste ! Nous voilà avec un Front de Gauche, dont manifestement le rêve est de supplanter le PS comme gauche de la bourgeoisie monopoliste, qui réclame que l'oligarchie financière se rallie à « l'humain d'abord » !

Il en est de même sur l'idée de créer une VI^e République. S'il est vrai que c'était la première fois qu'était dénoncé depuis longtemps, lors de la campagne du camarade Jacques Duclos, le caractère anti démocratique et réactionnaire de la Constitution française, n'oublions pas ce que disait Lénine : ce qui fait la différence entre les réformistes et les révolutionnaires, ce n'est pas la description des maux du capitalisme, ce sont les conclusions que l'on en tire ! Or le Front de Gauche se refuse à envisager une mobilisation populaire autour de la réunion d'une Assemblée Constituante, s'appuyant sur des comités populaires et alliant la démocratie directe et la démocratie représentative. En fait, il s'agit d'épousseter la Constitution actuelle sans envisager par exemple la nécessité de rompre avec le mécanisme unique qui unit l'Etat et les monopoles. Si l'on ne s'attaque pas aux monopoles capitalistes, aux mécanismes qui les associent par tout un réseau d'organismes à la gestion de l'Etat pour promouvoir les intérêts monopolistes, la VI^e République annoncée ne saurait être autre chose qu'une mise en scène pour rafistoler un système décrépité. Or s'y attaquer cela signifie poser question de la rupture avec l'Union européenne, la BCE, le FMI et la banque mondiale et, bien sûr, dans cette perspective, le retour à la maîtrise monétaire par la souveraineté populaire. Mais là le masque tombe : les dirigeants du FG nous l'ont dit et répété, hors de l'UE, il n'y a point de salut ! Il faudrait la réformer en lui adjoignant un volet social, la social-démocratie ne dit d'ailleurs pas autre chose, mais sans toucher au reste ! Bref on laisse en place cette machine intégrée à l'appareil d'Etat de chacun de ses composants. On aménage donc pour que le Grand Capital puisse lui aussi mettre « l'humain d'abord » !

Certes le FG réclame le retrait de la France de l'OTAN ; mais refaire du gaullisme, ce n'est pas engager une remise en cause de la domination impérialiste et une rupture avec le capital. Au contraire ! Relisez le discours de J.L. Mélenchon où il regrette d'avoir demandé une intervention en Libye (au Parlement Européen !) au motif qu'il n'aurait pas su que c'était l'OTAN qui s'en

chargerait, et qu'il croyait que ce serait ... l'Union Européenne ! La semaine dernière, le Front de Gauche, avec les trotskistes du NPA entre autres, ont publié une violente diatribe contre la Syrie, raclant les fonds de poubelle de la propagande impérialiste pour condamner le gouvernement syrien comme criminel ! Ah, ils n'appellent pas à la guerre, à l'intervention militaire ! Non ! Ils participent simplement à la mise en condition de l'opinion publique pour qu'elle ait lieu ! A suivre le Front de Gauche dans sa logique, il ne serait pas hostile à un OTAN sans les Etats-Unis, STRUCTURE MILITAIRE DE LA SEULE OLIGARCHIE FINANCIÈRE EUROPÉENNE. En tout cas, le Front de Gauche (l'attitude vis-à-vis de la Libye et de la Syrie le montre) défend les positions de l'impérialisme français. Comme la bonne vieille social-démocratie !

En réalité, le Front de Gauche n'a d'autre ambition que la recombinaison d'une force social-démocrate rénovée, débarrassée de ses oripeaux qui ne font plus recette pour mieux... les renfiler à terme ; car, nouvelle ou pas, la social-démocratie est condamnée à être le jouet du Capital monopoliste pour empêcher la révolution et permettre l'exploitation du travail par le Capital. Il y a là un projet politique dont le Parti de la Gauche Européenne est la pièce maîtresse. Créé dans le cadre institutionnel de l'Union européenne, financé par cette dernière en échange du reniement de l'histoire du mouvement communiste international, de la condamnation de l'expérience de l'URSS et des Etats socialistes européens, et de l'acceptation de l'Union européenne, le PGE, est actuellement présidé par Pierre Laurent, et JL. Mélenchon appartient à sa direction. En Grèce, il est représenté par la coalition anticommuniste hétéroclite SYRISA; au Portugal, il est représenté par le « Bloc des Gauches ». Aussi bien SYRISA que le Bloc des Gauches combattent les partis communistes, participent aux campagnes anticommunistes ; Syriza aspire à prendre la place du PASOK social-démocrate, le Bloc des Gauches à être le marche-pied du PS portugais ! Ils participent tous les deux, et avec le soutien du PGE, et donc du FG, à l'objectif stratégique des forces au service du Capital : « *faire implorer le PC pour le réformer sur de nouvelles bases et donner à la gauche ... sa juste position dans la société* ». En France, il faut reconnaître que l'opération a été menée de main de maître par ... les directions successives du PCF depuis 1976 !

Pour sortir du capitalisme en crise, c'est d'une tout autre politique dont les travailleurs, les masses populaires ont besoin. Et pour être clair, ce n'est pas non plus la répétition de mots d'ordre calquant ceux de la période 1940-1945 qui permettront aux masses de comprendre les enjeux, pas plus qu'il ne faut nourrir l'illusion que l'Euro serait à l'origine de la crise qu'affrontent la classe ouvrière et les masses populaires, donnant à croire que le simple retour au franc réglerait les problèmes. La bataille à mener est une bataille de classe, avec des enjeux de classe. C'est la bataille pour une politique qui s'attaque à la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange, à la domination du Capital, qui brise avec l'Union Européenne, qui satisfasse les revendications populaires, qui pose à chaque moment la question du renversement de l'exploitation de l'homme par l'homme... C'est là la tâche des communistes.

Il nous faut, en France, développer notre organisation à partir de la praxis marxiste-léniniste et, sur cette base, œuvrer à l'unité d'action des communistes pour travailler à la reconstruction du mouvement révolutionnaire, à la reconstruction d'un parti communiste s'appuyant sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien. C'est une tâche urgente pour mettre en échec cette nouvelle tentative d'intégrer la classe ouvrière que constitue l'émergence du PGE dans l'UE et ses filiales locales (Syriza, Bloc des gauches, Izquierda Unida, Front de Gauche, Links...) et pour permettre que la lutte des classes aille jusqu'au bout : la révolution et la construction du socialisme vers le communisme !

Vivent les Partis communistes qui n'ont pas capitulé !

Renforçons l'unité du mouvement communiste sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien !

Solidarité avec le KKE, dans la lutte qu'il mène contre le Capital et les forces révisionnistes et opportunistes qui veulent le détruire !